

Veille d'information du CCAS de Marseille

COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

La politique en faveur du plan « *Logement d'abord* » 2018-2022 : la Cour des comptes fait part de ses recommandations

Par un référé publié le 7 janvier 2021, la Cour des comptes donne son **bilan d'étape** sur le plan « *Logement d'abord* » intervenu « *dans un contexte d'exigences fortes* ».

Malgré une progression rapide du nombre de personnes sans domicile (300 000 personnes avant la crise sanitaire), il apparaît que le parc social reste « *encore peu ouvert aux personnes les plus modestes* » du fait d'une **carence de logements très sociaux**, spécialement dans les zones en tension.

Quatre recommandations proposent d'améliorer l'efficacité du plan pour les deux années qui lui restent : prioriser l'intégration des personnes sans domicile fixe ; intensifier la mobilité dans le parc social au moyen de mesures incitatives, surtout dans les secteurs très sollicités ; modifier les règles d'attribution des commissions locatives de façon à rendre prioritaires les personnes sans domicile fixe ; transformer les places d'hébergement en logement dits sociaux, parallèlement à la conservation des dispositifs d'urgence.

["La politique en faveur du "logement d'abord" à M. Jean Castex, Premier ministre", La Cour des Comptes, 20 octobre 2020](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE

Les villes moyennes promeuvent les bâtiments scolaires durables

L'organisme de certification Certivéa diffuse une **cartographie des bâtiments scolaires durables en France en 2020**. Sur les 463 bâtiments d'enseignement public et privé (crèches, écoles, collèges, lycées, universités, centres de formations, etc.) certifiés ou labellisés Certivéa, **un projet sur deux est initié par une commune de 10 000 à 50 000 habitants**. Les villes de plus de 100 000 habitants ne portent que 11,5 % des projets alors que celles de 50 000 à 100 000 habitants : 20,5 % et les communes de moins de 10 000 habitants : 18 %.

[Lenormand A., "Les villes moyennes championnes des bâtiments scolaires durables, selon Certivéa", Localtis, Caisse des dépôts, 8 janvier 2021](#)

ECONOMIE - EMPLOI - TRAVAIL - CHOMAGE

Plan de relance : un guide à l'attention des maires

Le ministère de l'économie, des finances et de la relance a publié un guide à l'attention des maires de France. Différentes thématiques liées au **développement économique et social du territoire** sont déclinées comprenant différents outils au service de **politiques locales ambitieuses** : comment bénéficier d'un soutien à l'investissement local, **accompagner les jeunes**, moderniser les infrastructures, ou soutenir la culture ou bien encore mettre l'écologie au centre du projet de territoire, etc.

["Guide à destination des maires - Plan de relance", Ministère de l'économie, des finances et de la relance, 17 décembre 2020](#)

Construire un « cadre sécurisant pour tous et toutes » pour un télétravail inscrit dans la durée

L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail rappelle **les pistes à suivre** pour « *faciliter l'élaboration d'une charte ou la négociation d'un accord sur le télétravail dans les TPE-PME* ». Son travail tire les leçons d'une série d'accords sur le télétravail signés en 2020 et de l'observation de leurs manques. Sa méthodologie reprend par le menu les **implications individuelles, collectives, managériales et liées à la culture de travail engagées dans une démarche de télétravail**. Parmi elles sont donc abordées : « *proposer des alternatives au télétravail à domicile* », « *soutenir le management à distance* » ou définir un « *cadre ajustable* ».

[« Télétravail – 10 recommandations pour négocier un accord ou élaborer une charte », Anact, Décembre 2020](#)

ENSEIGNEMENT - FORMATION

Un rapport sans concession sur les effets de la crise sur la productivité et la compétitivité

France stratégie, organe de prospective autonome placé auprès du Premier ministre, vient de publier le 2^e rapport du Conseil national de la productivité qui s'attache à **anticiper les conséquences de la crise sanitaire liée au covid-19**. Le rapport effectue une comparaison des différents **plans de relance au niveau européen** à l'aune des capacités de chaque pays. Le rapport rappelle également le fort déterminisme des écoliers français : la France est l'un des pays où existe la plus grande inégalité des compétences et de la réussite des élèves.

[" Les effets de la crise covid-19 sur la productivité et la compétitivité - Deuxième rapport du Conseil national de productivité ", Janvier 2021](#)

ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Des guides pratiques pour un Légifrance modernisé

Dans le cadre de la modernisation du site d'accès au droit **Légifrance**, la Direction de l'information légale et administrative (Dila) a publié des aides pour s'approprier cet **outil incontournable**. Sont notamment disponibles un [webinaire de présentation](#) ainsi qu'un [guide de prise en mains rapide](#).

[Légifrance modernisé](#)

Des guides pratiques pour une meilleure gestion de la donnée

La Banque des territoires a publié récemment plusieurs guides ayant vocation à permettre aux décideurs locaux de s'approprier et d'organiser la politique de gestion de la donnée publique au sein des collectivités locales qu'ils dirigent. Le premier examine la dimension stratégique par rapport au territoire et aborde l'intérêt de **définir une stratégie**. Deux autres guides abordent la **cartographie des données** et les **bonnes pratiques** à mettre œuvre.

[Banque des territoires, 3 guides à destination des décideurs locaux, janvier 2021](#)

Administrations : mettre en place des dispositifs de prévention de la corruption et de la prise illégale d'intérêts

L'Agence française anticorruption (AFA) vient de publier un avis visant à aider les personnes morales de droit public à **mieux prévenir et détecter**, notamment les faits de corruption et de prise illégale d'intérêts, au moyen de **trois piliers** : **l'engagement de l'équipe dirigeante**, la réalisation d'une **cartographie des risques** et enfin des mesures et procédures de **maîtrise des risques**. Un guide indispensable à l'heure où les citoyens demandent plus de transparence et une exemplarité renforcée, gage de crédibilité et de confiance.

[Avis relatif aux recommandations de l'Agence française anticorruption destinées à aider les personnes morales de droit public et de droit privé à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêts, de détournement de fonds publics et de favoritisme, JO n° 10 du 12 janvier 2021, texte n° 61](#)

Vers des concours dématérialisés ?

Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, deux textes viennent d'être publiés qui organisent de **nouvelles modalités d'organisation des concours et examens professionnels** du fait de la crise sanitaire liée au covid-19. Ainsi, les épreuves peuvent être organisées en **distanciel** selon des modalités visant à permettre le respect des principes des concours : égalité de traitement des candidats, absence de fraude, etc.

[Ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, JO n° 312 du 26 décembre 2020, texte n° 102](#)

[Décret n° 2020-1695 du 24 décembre 2020 pris pour l'application des articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, JO n° 312 du 26 décembre 2020, texte n° 103](#)

Mise à jour du guide méthodologique du contrôle interne des SI des CL

Le ministère de l'économie, des finances et de la relance vient de publier la mise de son **guide méthodologique** relatif au contrôle des systèmes d'information (SI) des collectivités locales (CL). A l'ère où de nombreuses collectivités sont victimes de piratage de leurs outils informatiques, cet ouvrage vise à présenter une démarche proactive dans le domaine de la sécurité ainsi qu'à renforcer le contrôle interne des systèmes d'information.

[" Guide méthodologique relatif au contrôle interne des systèmes d'information des collectivités locales ", ministère de l'économie, des finances et de la relance, version 1.1, décembre 2020](#)